

Département de l'Yonne**Communauté de Communes
du Jovinien****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Date de convocation :	24 septembre 2024	Nombre de conseillers communaux Effectif légal : 49 En exercice : 49 Présents : 39 Votants : 46
Date d'affichage de la convocation :	24 septembre 2024	

Séance du 30 septembre 2024

Le conseil communautaire s'est réuni en séance ordinaire le trente septembre deux mille vingt-quatre à dix-neuf heures, Salons de l'Hôtel de Ville, à JOIGNY, sous la présidence de **M. Nicolas SORET**.

ETAIENT PRESENTS (39) :

M. Didier MOREAU, M. Philippe PETIT, M. Cyril HAGHEBAERT, Mme Christine LEMOINE, M. Claude SCIBOZ, M. Jean-Pierre BARRET, M. Patrice CHASSERY, M. Dominique AUBERGER, M. Gérard VERGNAUD, M. Nicolas SORET, Mme Frédérique COLAS, M. Kévin AUGÉ, Mme Laurence MARCHAND, M. Richard ZEIGER, Mme Linda GUEDJALI, M. Mohammed BELKAID, Mme Bernadette MONNIER, Mme Michèle BARRY, M. Jean-Yves MESNY, M. Éric APFFEL, M. Hassan LARIBIA, Mme Elisabeth LEFEVRE, M. Thierry LEAU, Mme Dorothée BRICOUT, M. Jacques COURTAT, M. Laurent CHAT, M. Guy AVENIA, M. Jean-Pierre BAUSSART, M. Guy BOURRAS, M. Francis BOURSIN, M. Xavier MARQUIS, Mme Olga LIGault, Mme Valérie SUBRENAT, Mme Isabelle CLAUDET, M. Didier MIGNON, M. Frédéric MORISOT, M. Gilles-Maxime POIBLANC, M. Bruno JAN, M. Jean-Marc GRILLET-AUBERT

ETAIENT ABSENTS EXCUSÉS (10) :

Mme Florence SYLVESTRE, pouvoir à M. Philippe PETIT
Mme Catherine DECUYPER, pouvoir à M. Nicolas SORET
Mme Evelyne TRESCARTES, pouvoir à M. Jean-Pierre BAUSSART
M. Marc FAYADAT, pouvoir à M. Jean-Pierre BARRET
M. Bernard MORAINÉ, pouvoir à M. Mohammed BELKAID
Mme Anne MIELNIK-MEDDAH, pouvoir à Mme Laurence MARCHAND
M. Éric GALLOIS, pouvoir à M. Didier MIGNON
Mme Marie-Hélène GOUEDARD
M. Sébastien DORA
Mme Céline ROSSIGNEUX-FOUQUEREAU

SECRETAIRE DE SEANCE : Laurence MARCHAND**Objet : Création d'emplois pour besoin de service – 1 poste d'instructeur du Droit de la
publicité extérieure et du Droit des sols à temps complet**

RH/2024/90

Conseil communautaire du
30 septembre 2024**Objet : Création d'emploi pour besoin de service – 1 poste d'instructeur du Droit de la publicité extérieure et du Droit des sols à temps complet**

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 332-8.2° et L. 313-1,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

VU l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

CONSIDÉRANT la création d'un service commun pour la police de la publicité extérieure, dont la compétence est transférée depuis le 1^{er} août 2024 à la communauté de communes du Jovinien, et que le service de l'urbanisme reprend des autorisations d'urbanisme de la commune de Saint Julien du Sault,

CONSIDÉRANT la nécessité de créer un emploi administratif afin de gérer ces nouvelles missions,

CONSIDÉRANT que cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux, relevant de la catégorie C,

CONSIDÉRANT que l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes :

- Application de la police de la publicité extérieure :

- Instruction des demandes d'autorisations d'enseigne et déclaration d'affichage ;
- Lancement et suivi des procédures de sanction des dispositifs d'affichage ou d'enseignes en infraction avec la réglementation ;
- Contrôle sur le terrain ;
- Rédaction des pièces nécessaires à l'application de la police de la publicité extérieure.

- Application du Droit des Sols.

- Gestion des déclarations d'intention d'aliéner (DIA) ;
- Instruction des demandes de certificats d'urbanisme
- Utilisation du logiciel d'instruction Droits de Cités.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, cet emploi sera susceptible d'être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L. 332-8 2 du code général de la fonction publique pour les emplois de catégories A, B ou C, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le code général de la fonction publique.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

L'agent contractuel devra justifier d'une expérience professionnelle en collectivité territoriale et en secrétariat. Sa rémunération sera calculée sur un emploi de catégorie C de la filière administrative, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. Le niveau de rémunération sera défini entre l'indice brut 367 à 381.

VU la Conférence des Maires et la Commission des Finances du 17 septembre 2024,

Le conseil communautaire,

Après avoir délibéré, à l'unanimité,

Pour : 46

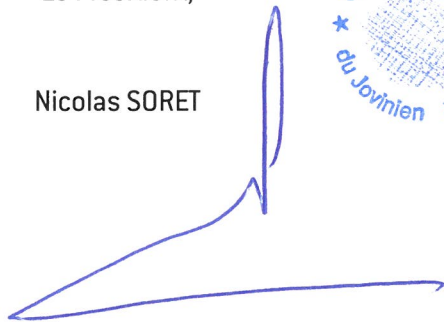
Contre : 0

Abstention : 0

- APPROUVE** la création d'un poste d'assistant(e) au service de l'urbanisme à temps complet,
- PROCÉDE** à toutes les démarches administratives concernant ce poste,
- PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont prévus au budget principal 2024,
- AUTORISE** le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer tout document relatif à ce dossier.

Pour copie conforme,
Le Président,

Nicolas SORET



Pour copie conforme,
Le Secrétaire de séance,

Laurence MARCHAND

